

DEVANT «L'IMPOSSIBILITÉ» DE LEUR RECOUVREMENT

Vers l'effacement de près de 7 000 milliards de dinars de créances

L'Algérie récupérera la totalité du prêt de cinq milliards de dollars prêtés au Fonds monétaire international (FMI) à l'horizon 2020 avec les intérêts engrangés d'ici là.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - C'est là la réponse du ministre des finances aux membres du Conseil de la Nation dans le rapport préliminaire de la Commission des finances de la Chambre Haute du parlement sur le projet de loi de finances en débat depuis hier dimanche, avant son adoption mercredi.

Un prêt sous la formule d'accord d'achat de titres, avec une participation à hauteur de 5 milliards de dollars à l'emprunt lancé par le FMI. Une «précision» qui vient quelques jours seulement après le pavé dans la mare jeté par la secrétaire générale du PT (Parti des travailleurs), elle qui s'interrogeait sur le sort de cette somme faramineuse.

Louisa Hanoune appuie son interpellation sur la réponse d'un expert du FMI à un député du FMI à ce sujet selon lequel cette institution financière internationale n'a rien reçu de l'Algérie comme prêt. Et de s'interroger fort logiquement quant au «sort» de cet argent, exigeant que cette transaction entamée en 2011 qui, peut-être, n'est pas encore abouti, soit impérativement annulée.

Sur un autre registre, Hadji Baba Ammi a fait part d'une «réflexion engagée en vue de la mise en place d'un mécanisme réglementaire permettant d'effacer de faramineuses créances estimées à près de 7 000 milliards de dinars qui apparaissent à chaque fois dans les écritures comptables». Une démarche motivée, estime le ministre, par «l'impossibilité de leur remboursement».

Des créances dont 5 000 milliards de dinars des suites de la

fuite de deux banques, 1 000 milliards de dinars au titre de chèques sans provision impossibles à encaisser et 1 000 milliards de dinars d'impôt non recouverts.

Et cette démarche est perçue par le PT comme une «amnistie qui ne dit pas son nom au moment où le pays fait face à une asphyxie financière aiguë». Pour un député et membre de son bureau politique, «c'est là l'argent de la communauté nationale qui existe chez des particuliers ou des entreprises».

Youcef Taâzibt soutient avoir été interpellé, avant-hier à Tizi-Ouzou, lors d'une rencontre explicative des dispositions «dangereuses», selon lui, de la loi de finances 2017, par des jeunes

ayant bénéficié de projets dans le cadre du dispositif Ansej et qui sont en grandes difficultés car l'Etat ne les a pas accompagnés dans leurs projets, les menace de prison et de saisie de leurs matériels, soutenant que deux jeunes se sont déjà suicidés.

Et pourtant, soutient notre interlocuteur, ces jeunes demandent un échéancier raisonnable avec exonération de pénalités et des intérêts des banques. Et de regretter que l'on ferme les portes devant ces jeunes qu'on pousse ainsi au désespoir alors que, par ailleurs, on abandonne des milliers de milliards de dinars d'impôts non recouverts. «Nous estimons que l'Etat doit mobiliser tous les moyens pour récupérer son argent et non pas accabler la majorité à coups de taxes et de revues à la hausse de leurs taux, et instaurer un impôt sur la fortune.»

M. K.



Hadji Baba Ammi, ministre des Finances.

Photo : NewPress

SELON L'OFFICE NATIONAL DES STATISTIQUES

L'indice national des prix à la consommation a baissé en octobre dernier

Selon le dernier rapport de l'Office national des statistiques (ONS), l'indice national des prix à la consommation a baissé en octobre dernier. En effet, il a enregistré une variation de -0,4% comparativement au même mois de 2015. Les prix des biens alimentaires affichent également une régression de 1,3%.

Nawel Boukir - Alger (Le Soir) - Pour ce qui est de la capitale, l'indice brut des prix à la consommation observe, pour le mois d'octobre 2016, une variation de -0,7% par rapport au mois de septembre. Une baisse manifestement légèrement plus élevée que celle notée le même mois de l'année dernière

(-0,4% en octobre 2015 par rapport à septembre 2015).

Les prix des biens alimentaires enregistrent une chute de 1,8% en octobre 2016 par rapport au mois précédent. Cette tendance s'applique à tous les biens relevant de la catégorie des produits agricoles frais, dont le taux est de l'ordre de -3,9%. Les prix des produits alimentaires industriels affichent, quant à eux, une variation positive de 0,2%.

Toutefois, en prenant octobre 2015 comme mois et année de référence, les prix des biens alimentaires notent bien une augmentation de 0,8%. Une résultante issue de deux variations paradoxales : soit -2,3% pour les produits agricoles frais et +3,9% pour les produits alimentaires industriels.

Pour ce qui est des produits manufacturés non alimentaires et des services : en octobre 2016, par rapport au mois de septembre, les premiers ont observé une croissance de 0,5% tandis que les seconds observent une stagnation. Par rapport à octobre 2015, les prix des produits manufacturés enregistrent une hausse de 10,5%, ceux des services suivent la même tendance et s'élèvent à 6,2%.

Réellement, si le mois d'octobre passé a noté une baisse de l'indice national des prix à la consommation, l'année 2016 se révèle toutefois plus chère que celle écoulée si l'on considère l'évolution globale de cet indice sur les dix derniers mois.

N. B.

La CNR nous écrit

En réaction à l'article intitulé «300 000 demandes de départ à la retraite», paru dans notre édition du samedi 3 décembre, nous avons reçu la mise au point suivante de la direction générale de la CNR.

«La Caisse nationale des retraites tient à apporter certaines précisions au sujet du nombre de dossiers de retraite déposés en 2016, qui est réellement bien en deçà du chiffre fantaisistes de 300 000 dossiers, cité dans l'édition du *Soir d'Algérie* du 3 décembre 2016, y compris les départs à la retraite à l'âge légal (60 ans et plus). Par ailleurs, en ce qui concerne la wilaya d'Alger pour laquelle vous avancez le chiffre de 100 000 dossiers déposés, il convient de souligner que le chiffre réel pour cette wilaya ne dépasse pas les 15% de l'enregistrement national.

S'agissant des secteurs évoqués dans l'article, nous vous informons du fait que le nombre de dossiers déposés reste proportionnel au nombre de travailleurs de chaque secteur.

Par ailleurs, nous démentons formellement le «cafouillage» évoqué par le journaliste, car nos agences continuent de réceptionner et traiter les demandes de manière régulière conformément aux dispositions législatives et réglementaires actuelles.

Enfin, la Caisse nationale des retraites reste à l'écoute des citoyens, pour répondre à leurs préoccupations et les assister dans toutes leurs démarches à travers notamment les cellules d'accueil du citoyen, de la communication et de l'écoute sociale, implantées au niveau de chaque agence locale de wilaya».

P/ le Directeur général

COOPÉRATION

L'ONUDI exprime son adhésion à l'approche algérienne en matière de réformes économiques

Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (Onudi), Li Yong, a fait part dimanche de l'adhésion de cette agence onusienne à l'approche algérienne en matière de réformes économiques, a indiqué le ministère de l'Industrie et des Mines.

En visite à Alger où il prend part au Forum africain d'investissements et d'affaires qui se tient du 3 au 5 décembre, M. Yong a été reçu dimanche par le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouchouareb.

L'entretien a porté, essentiellement, sur la coopération entre l'Algérie et cette organisation onusienne dans les domaines du développement industriel, note le ministère dans un communiqué.

A cette occasion, M. Bouchouareb a rappelé les

récentes réformes menées par l'Algérie et celles qui sont en cours afin de faciliter l'acte d'investir et d'améliorer le climat des affaires.

Il a particulièrement mis l'accent sur les mesures prises en matière de gestion et de fonctionnement du secteur public et des conditions de l'investissement, de la promotion des PME, de la compétitivité ainsi que les actions engagées dans le secteur des mines. S'agissant de la coopération entre l'Algérie et l'Onudi, le

ministre l'a qualifiée de «satisfaisante», tout en souhaitant l'étendre à d'autres domaines ciblés telle que la sous-traitance dans le secteur mécanique.

Lors de cette rencontre, M. Yong a fait part de la disponibilité de cette instance de l'ONU «à renforcer la coopération bilatérale et à l'élargir à d'autres secteurs d'intérêt pour la partie algérienne».

Il a aussi affiché «l'engagement du programme de coopération afin de contribuer au renforcement de la coopération sud-sud notamment en matière d'électrification de l'Afrique où l'Algérie pourrait fortement contribuer».

APS